Week-end politique à la ferme

BAULMES Les fermes du village, dont une bio, ont ouvert leurs portes à la population samedi matin. L'objectif était de renseigner et de sensibiliser sur les enjeux des votations antiphytosanitaires.

TEXTES ET PHOTOS : LÉA PERRIN

Un peu plus d'un mois avant les prochaines votations antiphytosanitaires qui toucheront l'agriculture, les propriétaires de fermes nord-vaudoises, comme beaucoup d'autres, sont inquiets. Samedi dernier, à Baulmes, les agriculteurs ont ouvert les portes de leur ferme dans l'idée d'informer la population sur ces votations et de répondre aux questions de ceux qui hésitent encore. Chez Philippe Haldimann (bio), Gilles Deriaz (producteur laitier) et Claude Deriaz (céréalier), une belle campagne de communication a attiré les citoyens, et pas que les convaincus…

Philippe Haldimann, producteur bio, s'est donc également mis à disposition des Baulmérans pour leur expliquer pourquoi il votera, lui aussi, deux fois « non » le 13 juin prochain. Cette démarche a suscité beaucoup d'intérêt et soulevé beaucoup de questions, venant de la part d'un producteur biologique. C'est d'ailleurs sur son domaine qu'est venu le plus de monde et qu'ont eu lieu le plus de débats.

> **« Cette votation est égoïste. Importer c'est voler ! »**
>
> **Gérald Hurni, producteur laitier.**

En effet, pour Philippe Haldimann, les agriculteurs bio seront également touchés par ces initiatives et de près (*voir encadré*). Il ne manque pas de le préciser aux visiteurs lors des fermes ouvertes et milite également sur les réseaux sociaux. « Dans le cas où ça passe, la petite agriculture sera foutue ! Un *oui* et je mets la clé sous la porte. » Ce qui inquiète le plus l'agriculteur, c'est le contre-sens que risque d'engendrer le soulèvement des paiements directs. « Certains préféreront renoncer aux paiements directs pour pouvoir traiter. Pour compenser, ils vont produire à fond, et là ça ressemblera aux cultures intensives. C'est justement ce qu'on ne veut pas ! » Pour le producteur, devenir bio doit se faire dans les règles de l'art. « Je suis le seul convaincu et à faire du bio dans le village. Les initiatives vont forcer les gens à le faire, même ceux qui ne sont pas convaincus, et du coup ils ne le feront pas forcément bien », explique-t-il à des villageois partisans du deux fois « oui ».

« Je suis venue ici avec l'idée que je voterai deux fois *oui* », explique Katia Cochet, une villageoise intéressée par l'avis des agriculteurs. « Je suis pour le bio et je le serai encore, mais après avoir écouté leurs arguments, je vais changer d'avis pour mon vote. On est mal renseignés et je me rends compte que cela devrait être plus long pour la mise en application. »

Gérald Hurni, producteur de lait et de céréales, partage cet avis. Pour lui, « cette votation est égoïste. On va devoir importer, et importer c'est voler ! » Il explique notamment que l'initiative stipule que tout doit être produit au sein de l'exploitation, y compris la nourriture pour le bétail. « A la laiterie, on fournit le petit-lait pour les porcheries. Comme ça ne vient pas de l'exploitation, on ne pourra plus. Donc on va en faire quoi ? Le jeter ? C'est du gaspillage énorme ! », s'offusque Gérald Hurni. Et d'ajouter : « Si ça passe, on ne pourra plus remplir la mission qu'on nous a donnée. Ce ne sera plus notre problème mais celui des consommateurs. Et l'importation va engendrer une énorme pollution ! »

Olivier Delay (à dr.) a fourni des informations expertes sur les cultures chez Claude Deriaz (à g.).

Philippe Haldimann, agriculteur bio, a eu du fil à retordre avec certains villageois.

Chez Claude Deriaz, agriculteur céréalier, l'objectif du jour est atteint, même s'il aurait aimé voir davantage de gens. Avec l'aide d'un conseiller agri-viticole, Olivier Delay, l'équipe avait mis en place des panneaux explicatifs et des exemples de différentes plantations de colza pour informer les visiteurs.

« C'étaient des discussions très constructives. Les gens sont vraiment venus pour s'informer et pas dans la confrontation », se réjouit Claude Deriaz. Ça me tient beaucoup à coeur et j'adore voir que cette journée a été instructive. Les gens peuvent se faire une meilleure opinion. Deux jeunes ont changé d'avis sur leur vote par exemple. Ils comprennent que même si on va de toute manière aller dans cette voie, et c'est déjà le cas, le délai est beaucoup trop court et certaines cultures sensibles vont disparaître, comme la betterave et le colza », ajoute-t-il.

Le producteur bio a créé un aspirateur à méligèthes pour remplacer les produits.

Les domaines bio également touchés

L'agriculture biologique est aussi concernée par les votations du 13 juin, « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse » et « Pour une eau potable propre et une alimentation saine ». Notamment pour les domaines qui font le commerce de bétail, comme le porc ou le poulet, qui nécessitent une alimentation particulière, laquelle ne peut, la plupart du temps, pas être produite sur le même domaine d'exploitation. Philippe Haldimann, lui, prend l'herbe pour nourrir ses vaches chez un ami. Il ne pourra alors plus le faire et n'a pas l'espace pour en cultiver lui-même. Les déchets organiques, comme les pommes de terre, ne pourront pas non plus être données aux bêtes des agriculteurs.

Prométerre en première ligne

Luc Thomas, directeur de l'association vaudoise Prométerre, est venu soutenir les agriculteurs baulmérans en se rendant dans chacune des trois fermes. Satisfait de cette campagne informative pour soutenir le 2x « non », il reste optimiste et souhaite que le 13 juin, la population rejette les deux initiatives.

Qu'est-ce qui vous inquiète le plus dans cette votation?

Ces textes sont d'une extrême dangerosité. S'ils passent, la plupart des éleveurs de poulets et de porcs, pour ne prendre que ces deux exemples, pourront fermer boutique. C'est à la fois grave et choquant que l'on puisse ainsi décider du sort des entreprises agricoles.

Selon vous, la population aura-t-elle vraiment le pouvoir de bousculer l'agriculture?

Plus que par le bulletin de vote, c'est par ses actes d'achats que le consommateur peut faire changer les choses. Si on oblige l'agriculture à produire 100% bio alors que moins de 20% des consommateurs sont prêts à en payer le prix, on met l'agriculture dans une situation impossible. Et ça, il faut constamment le rappeler.

Comment percevez-vous l'issue de cette votation?

J'ai bon espoir d'aboutir à un double rejet. Mais on a encore un gros travail de communication à faire.

Qu'est-ce que Prométerre met en œuvre pour soutenir les agriculteurs dans cette campagne?

Prométerre a mis en place, en février déjà, des groupes régionaux de façon à quadriller le territoire. Il en a résulté une grosse mobilisation de la base paysanne, qui a su rendre très visible son opposition à ces deux initiatives. Au départ, les agriculteurs avaient peur de s'exposer et d'aller au-devant des citoyens à cause du débat déjà vif. Mais ces craintes ont été surmontées. Ce travail de terrain porte ses fruits et il est complété par une campagne qui va aller en s'intensifiant, avec notamment de l'affichage, des annonces dans les médias, ainsi qu'un tous-ménages distribué dans tout le canton.

Qu'est-ce que Prométerre pourra faire à posteriori si l'une ou l'autre de ces initiatives venait à passer?

Notre travail consisterait à agir en direction des politiques pour en minimiser les effets, mais aussi, bien sûr, à aider l'agriculture vaudoise à s'adapter à la nouvelle donne.

Et qu'en est-il des agriculteurs bio?

Le combat que nous menons contre ces initiatives n'est pas un combat contre l'agriculture biologique, bien au contraire. Les contacts que nous avons eus avec des agriculteurs bio montrent qu'une bonne partie d'entre eux sont opposés à ces textes, même si certains ne souhaitent pas l'afficher. Mais il y en a aussi qui y sont favorables et nous devons respecter leur avis. Il y aura un après 13 juin et il faudra alors aller de l'avant en étant unis.

Luc Thomas, ici en visite à la ferme de la famille Deriaz, à Baulmes.